

Prométhée

Journal communiste militant pour la Construction du Parti pour le Socialisme

Numéro 77
août 2009

Sommaire : Priorité à un programme d'union et de combat

Priorité à un programme d'union et de combat

Un débat politique animé est en cours à l'intérieur du NPA et il a été accéléré suite aux initiatives prises par la direction en vue des élections régionales. La déclaration commune NPA-PG est très critiquée : protestation de huit membres du CPN (Comité Politique National), motions, lettres et contributions de camarades et de comités. C'est un signe de vitalité militante. Au même temps, ce débat nous interpelle sur les questions les plus importantes de la lutte de classes et de l'activité du mouvement ouvrier, de la jeunesse et de la population exploitée.

Les membres du Collectif Communiste Prométhée qui militent dans le NPA apportent leur contribution à la discussion, dans la suite de leur intervention dans la construction du NPA et dans les luttes et combats du mouvement ouvrier et démocratique. Nous essayons de souligner les contenus programmatiques, politiques et organisationnels qui concernent le combat pour le communisme révolutionnaire.

Un débat nécessaire sur le mouvement ouvrier

Le CPN des 20 et 21 juin a approuvé une résolution intitulée « *La situation politique après les élections européennes* ». Cette dernière établit un bilan des élections européennes et fixe une « *orientation générale* » pour les élections régionales. Au delà des questions que soulèvent ce bilan et cette orientation, le trait marquant de cette résolution est qu'elle tourne le dos aux questions les plus cruciales qui traversent le mouvement ouvrier. Les militants ont le droit de se demander si leur direction vit dans le monde étroit des élections et de l'opinion publique ou dans celui beaucoup plus riche mais aussi plus conflictuel de l'activité de la population exploitée.

En effet, le CPN arrive après la première campagne politique du NPA mais aussi et surtout après ce qu'on peut appeler la première séquence de mobilisation des organisations syndicales nationales dans la longue période de la nouvelle crise capitaliste. Cette mobilisation – marquée par les puissances journalières du 29 janvier et du 19 mars – s'est soldée par le fiasco du 13 juin. La « *politique d'unité* » des huit confédérations et leur plateforme revendicative du 5 janvier ont ouvert – avec la victoire symbolique de l'UMP aux élections européennes – un boulevard pour la politique du gouvernement et de la classe capitaliste.

Nous sommes face à des difficultés réelles, qui méritent un profond débat et qui demandent une réflexion et une intervention militante indépendant des intérêts, des traditions et des formes de pensée de la gauche institutionnelle et des appareils.

Le critère politique essentiel pour nous – pour reprendre des mots classiques – est le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat. Le débat électoral doit découler de ce critère et non l'inverse

Nous sommes dans une période de crise, de crise profonde du capitalisme. Qui dit « *crise* » dit aussi coups terribles pour la population, dislocation des relations traditionnelles entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, y compris des expressions syndicales de lutte contre l'exploitation.

La classe ouvrière et la jeunesse sont entrées dans cette période de crise – confrontées à une offensive de la classe capitaliste – avec des organisations faibles, dispersées et pour la plus part décidées à collaborer plus ou moins ouvertement avec le Président dans sa quête de « *moralisation* » du capitalisme. Simultanément, la classe ouvrière et la jeunesse affichent un capital militant et de lutte considérable, avec des centaines et des milliers de noyaux de résistance. Cette contradiction s'est exprimée entre le 5 janvier et le 13 juin et va continuer à se développer.

Le NPA doit consacrer toute son énergie aux exigences qui découlent de l'intervention des exploités dans la crise capitaliste. C'est une tâche soulevée par le Congrès de fondation et qui est en train d'être abandonnée. La protestation de huit membres du CPN indique avec raison que les « *camarades ouvriers [sont] trop peu nombreux dans le NPA* ». Le NPA a les ressources politiques pour combler ce déficit ; il attire l'intérêt des militants et essaye de se situer sur le terrain de la lutte contre le capitalisme et ses institutions. Mais s'il considère que la politique s'est se consacrer aux questions électorales et non à celles posées par la crise capitaliste et aux exigences de mobilisation du mouvement ouvrier, il va dilapider et perdre son capital.

Les organisations de la gauche et le mouvement ouvrier

La politique de Sarkozy contre le mouvement ouvrier et la politique de la classe capitaliste dans la crise s'exécutent – au moins pour le moment – avec la collaboration et l'adaptation des directions des partis de la gauche institutionnelle. Comme l'attestent certains faits significatifs : commission Rocard-Juppé sur l'emprunt national, commission Rocard sur la création d'un nouvel impôt injuste baptisé « *taxe carbone* », commission de parlementaires du PCF à l'UMP pour « *régler la crise économique*. »

Toutes les formes d'intégration des syndicats à l'État ont été préservées et même consolidées. La politique d'unité de la pla-

teforme du 5 janvier a servi pour justifier la discipline des organisations syndicales. Les journées d'action ont été un gaspillage et une diversion. La mobilisation d'ensemble a été disciplinée, étouffée et finalement découragée.

Le NPA aurait dû se différencier de cette orientation de collaboration et d'adaptation. Ça découle des impératifs du combat élémentaire contre le capitalisme, de l'anticapitalisme. La crise et ses conséquences terribles ne poussent pas les directions syndicales et la gauche institutionnelle à la rupture, à l'opposition aux institutions – nationales et européennes – et à la remise en cause du capitalisme.

Pendant les six derniers mois (et le CPN garde le silence sur ce fait) toutes les organisations de gauche, y compris le NPA, ont signé à chaque opportunité une déclaration d'appui à la politique d'unité syndicale et de soutien des pratiques découlant de la plate-forme du 5 janvier. La Charte d'Amiens et le principe d'indépendance entre syndicats et partis ne l'ont pas empêché. Le NPA voudrait continuer à entretenir l'illusion que les directions des organisations de gauche dans le cadre actuel peuvent contribuer à la mobilisation et développer une opposition réelle même réformiste à la politique de la bourgeoisie face à la crise. Nous pouvons appeler cette paralysante illusion comme le danger d'une nouvelle union de la gauche.

Les discussions et accords avec le PG, le PCF et d'autres formations, se justifient d'après le CE (Comité exécutif du NPA) par la nécessité d'« *un accord durable sur programme écologiste, anticapitaliste, social et démocratique de rupture* », accord qui s'adresse « *à l'ensemble de la gauche anticapitaliste et écologique* ». La dure réalité est que le PG et le PCF ne sont pas des forces anticapitalistes et de rupture et que si le NPA essaie de se construire comme un parti de lutte de classes, aucun accord programmatique durable est possible avec ses partis. Une analyse même sommaire des choix politiques du PCF et du PG montre clairement qu'ils participent pleinement aux institutions de l'État capitaliste et qu'ils n'ont aucune intention d'y déroger. On ne peut pas exclure, bien sûr, que dans certaines situations ces partis soient amenés à « *aller plus loin* » de ce qu'ils voudraient et qu'ils s'affrontent à la bourgeoisie et à son système. Ce n'est pas le cas aujourd'hui en France et en Europe. Pour ne pas aller plus loin, les élections européennes viennent de démontrer que le PCF et le PG sont des partisans de l'Union européenne en développant la thèse réformiste et illusoire de sa « *réorientation* ». Alors que la lutte pour la rupture avec les traités et les institutions capitalistes européens est une des conditions pour défendre les conquêtes et les conditions de vie de la population laborieuse. Cette lutte impose l'unité d'action des classes ouvrières d'Europe contre leurs propres gouvernements et l'Union européenne.

On peut citer un autre exemple très instructif de la campagne européenne : le PG s'est refusé aux mots d'ordre « *régularisation de tous les sans papiers* » parce qu'il se considère comme un parti de gouvernement. Ce fait révélateur a été soulevé par la Gauche unitaire accompagné par un silence assourdissant de la direction du PCF. Donc acte, ils sont des partis de gouvernement, donc ils ne peuvent être des partis anticapitalistes de lutte. Aucun accord programmatique durable peut justifier les accords avec le PCF et le PG. Le NPA ferait fausse route s'il s'engageait dans cette voie. Il ferait le mouvement inverse de celui qui a donné lieu à sa constitution. C'était une rupture, même limitée du point de vue du programme mais néanmoins réelle, avec la gauche institutionnelle et son orientation pour un gouvernement d'union de la gauche avec le PS. L'écho et la signification de la candidature Besancenot allaient dans le

même sens. Aujourd'hui on transite à nouveau sur les sentiers des comités unitaires, qui vont soit nous conduire dans le marais soit nous faire perdre un temps précieux.

La question d'un accord avec le PG et le PCF n'est pas posée seulement pour le second tour des élections. En France, un appel à voter PS et les autres partis ouvriers bourgeois dans des élections contre la droite, est cohérent avec une orientation révolutionnaire et anticapitaliste s'il se fait dans la clarté. Or, les directions du PG et du PCF l'envisagent comme la cheville ouvrière de leur politique de participation à la gestion de l'État bourgeois. Un tel choix est incompatible avec les objectifs d'un parti anticapitaliste comme le NPA.

Le combat pour le front unique, pour l'unité d'action

L'unité d'action est une exigence permanente de la lutte des exploités. Le front unique exprime dans l'action politique cette nécessité quand la classe ouvrière est organisée et/ou encadrée par des organisations différentes. Mais la transcription arithmétique à la lutte de classes dans la France d'aujourd'hui n'est pas automatique. Nous ne renonçons pas à demander aux directions syndicales et politiques qui se réclament de la classe ouvrière et de la population laborieuse, qu'elles engagent leurs organisations dans la lutte et la mobilisation. Le contraire serait un gauchisme stérile. Cette politique de front unique est possible seulement à partir d'une orientation indépendante de toute illusion sur la politique de ces directions.

La direction du NPA conçoit deux et même trois formes de front unique : avec l'« *ensemble des forces syndicales, associatives et politiques* » pour lutter contre Sarkozy ; avec la « *gauche radicale* » pour un accord programmatique durable. Cette dernière est une chimère ou une impasse. La première mérite une élaboration de la part des militants et regroupements de lutte de classes. C'est à celle-ci que le NPA doit s'atteler.

Les six derniers mois ont été marqués par le congrès de fondation du NPA, l'installation de la crise durable du capitalisme et de la plate-forme intersyndicale du 5 janvier. L'expérience vécue montre que la question élémentaire de l'unité d'action contre le gouvernement Sarkozy n'est pas pour autant une évidence. La mobilisation contre la privatisation de la Poste – privatisation que le gouvernement vient de confirmer – le prouve une fois de plus. On peut lancer des pétitions et organiser des rassemblements, quand il s'agit de se mobiliser contre le gouvernement, les organisations traditionnelles de la gauche institutionnelle politique et syndicale trouvent toujours le prétexte pour ne pas le faire ou pour détourner le mouvement de ses objectifs.

A Prométhée nous persistons : le front unique exige une capacité d'action autonome vis-à-vis des appareils, pour l'impulser et l'imposer. Front unique et comités unitaires vont ensemble, sinon c'est la gauche institutionnelle qui mène la danse et bloque la prise de conscience des exploités. Le NPA se trouve dans un cadre nouveau, en relation à l'expérience historique des organisations révolutionnaires. Son influence et sa capacité de regroupement lui permettent de prendre d'initiatives unitaires et pas simplement de demander aux autres de le faire.

Quel est aujourd'hui l'initiative de front unique, d'unité d'action à prendre ? Un exemple s'impose au moment où que le patronat détruit des emplois à tour de bras : l'interdiction des licenciements. Ce qui implique de constituer des collectifs unitaires pour l'interdiction des licenciements (collectifs qui doivent décider de tout, slogan, textes, matériels, date de réunion et de manifs) et l'organisation d'une manifestation na-

tionale (là encore décidé collectivement...).

Se mobiliser et s'organiser pour un programme anticapitaliste

La position politique du NPA pour les régionales doit découler de son programme face à la crise. Pour l'instant, la direction du NPA procède à l'inverse. La résolution politique du CPN constate que « *Nous avons eu du mal à tout faire et surtout à lier luttes sociales et campagne politique* ». C'est important et notre tâche dans les prochains mois n'est pas d'obtenir un « *accord de la gauche radicale* » pour les élections régionales mais d'avancer sur le chemin de l'unité d'action « *pour que la crise soit payée par les riches* ».

On connaît les prémisses et la colonne vertébrale de ce programme : des mesures qui doivent mettre en question la propriété privée des moyens de production, la gestion capitaliste et qui – surtout – doit s'affronter avec l'État capitaliste. Il s'agit d'un projet qui doit inclure l'ensemble des problèmes de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la population : interdiction de licenciements, ouverture des livres de comptes des entreprises et des banques, logement, éducation, santé pour tous, bourses d'alimentation, répartition des heures de travail, expropriation sans indemnités des banques et des grands groupes capitalistes. Ce projet doit également poser la question de quelle classe détient le pouvoir, ce qui implique d'affirmer la nécessité de la rupture avec les institutions de gestion du capitalisme depuis l'État jusqu'aux institutions mondiales en passant par l'Union européenne.

Un tel programme n'est pas une liste de mots d'ordre mais une articulation entre les revendications qui peuvent mobiliser la population et faciliter la progression de son organisation dans des cadres autonomes des appareils institutionnels. Alors il ne peut pas et il ne doit pas jaillir d'une organisation politique même animée par un programme révolutionnaire. C'est le résultat d'une impulsion politique. C'est le résultat de l'activité des militants et des masses. C'est le résultat de réflexions, de débats, de propositions et de révisions.

Le NPA est en situation pour impulser ce travail. Mais on doit infléchir les priorités et les orientations : « *Il est encore temps de faire apparaître notre volonté unitaire sur le terrain des luttes à mener en commun d'abord, sans mettre en avant le PG et Mélenchon qui devient le centre et le pivot d'une alliance électorale pour la préparation des régionales* », comme l'expliquent si justement les huit membres du CPN opposés à la déclaration commune NPA-PG.

Quel accord pour les élections régionales ?

A notre avis, deux éléments centraux doivent être pris en compte dans notre agitation politique pour les élections régionales. La politique de Sarkozy est de transférer vers les collectivités territoriales une partie importante de la gestion de la misère et de la pénurie : RSA, hôpitaux, éducation, transports, services publics. Cette politique aggrave les difficultés et les inégalités en favorisent la privatisation et en augmentant les

impôts payés par la population et les tarifs.

D'un autre côté, les régions (presque toutes sont gérées par la gauche) se livrent à une concurrence sauvage aggravée par la crise pour les investissements et la localisation du capital, à travers les subventions et les privilèges. La crise donne lieu à des vraies hécatombes dans certaines régions, villes et territoires avec son cortège de misère sociale, de disparition des services publics, de chômage et de travail précaire.


Notre agitation politique pour les régionales doit inclure donc la nécessité de défendre les services publics pour tous, l'opposition à toute fermeture d'entreprises et aux licenciements en affirmant le passage sous contrôle public de toute entreprise en liquidation. Aucune subvention pour les groupes capitalistes comme – à l'instar du gouvernement Sarkozy – le font les Conseil régionaux gérés par les partis de la gauche institutionnelle. Notre agitation politique découle d'une défense inconditionnelle des conditions de vie matérielles et morales de la population. Nous nous opposons contre tout impôt, taxe, et tarif qui aggravent les conditions de vie des salariés et des jeunes. Nous défendons la gratuité des transports pour les chômeurs et les jeunes.

Enfin, nous démontrerons que la politique conduite par les partis de la gauche institutionnelle à la tête des régions n'est pas fondamentalement différente de celle imprimée par Sarkozy au niveau de l'État central. Nous démontrerons qu'il existe – dans les faits – une forme de cogestion des affaires de la classe dominante. Un parti qui se place résolument sur le terrain de la défense des intérêts de la population laborieuse ne peut pas se vautrer dans cette cogestion toujours favorable au capitalisme.

Les Info hebdo du CE du 9 juillet annoncent un calendrier qui essaie de donner l'impression que rien n'a été décidé avec le PG et les autres forces politiques : « Rien n'est acté, avec personne. (...) Il n'y a aucune urgence, le CPN de rentrée fera le point. A cette occasion nous proposerons que celui-ci organise en novembre une procédure de ratification des décisions à prendre sur la question, par l'ensemble des membres du parti tel que le prévoit nos statuts provisoires. » Donc acte.

En effet, c'est encore trop tôt pour dire qu'un accord sera possible pour les élections régionales avec certaines forces. De toute façon la seule façon de procéder est d'inverser les priorités. Faire du programme d'action pour l'intervention unitaire du NPA le premier point en agissant, ici et maintenant, pour faire confluer l'agitation sociale et politique. L'intervention du NPA dans les élections régionales doit se situer dans la continuité de son intervention contre la crise du capitalisme et dans son combat pour l'unité d'action pour que la crise soit payée par les riches.

L'intervention politique fondée sur un programme d'union et de combat doit en toute occasion poser la question d'un gouvernement capable de satisfaire les revendications vitales de la population laborieuse, d'un gouvernement qui ne peut être que celui des travailleurs.

 Directeur de la publication : Emile Fabrol ISSN : 1142-2254	Site Internet : http://promcomm.wordpress.com
	Prenez contact avec nous, Participez à nos activités : promcomm@gmail.com Date de bouclage : 9 août 2009